



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/30-ans-apres-Tchernobyl-un-accident-majeur>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **30 ans après Tchernobyl, un accident majeur ingérable en France est plus probable que jamais !**

25 avril 2016

30 ans après Tchernobyl, un accident majeur ingérable en France est plus probable que jamais !

Alors que les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl se déploient depuis 30 ans, la probabilité d'un nouvel accident en France n'a jamais été si élevée.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce le cynisme des autorités, qui travaillent en silence à l'« acceptation » d'un accident reconnu comme ingérable et inéluctable.

Tchernobyl : 30 ans après l'explosion, la catastrophe est toujours en cours

Alors que l'accident de Tchernobyl achève sa trentième année, plus de huit millions de personnes vivent toujours sur des territoires contaminés en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, contraintes de consommer quotidiennement des produits radioactifs. Parmi eux, de nombreux enfants souffrent de cancers, malformations et pathologies cardio-vasculaires. Les atteintes au patrimoine génétique liées à l'exposition aux radiations se transmettent aux générations suivantes [1]. Tandis que les autorités officielles minimisent le nombre de victimes, rappelons que selon les travaux du Pr Nesterenko, publiés en 2010 par l'Académie des Sciences de New York, les conséquences sanitaires de Tchernobyl seraient responsables de 985 000 décès prématurés de 1986 à 2004. Et contrairement au cliché d'une nature florissante, la faune et la flore sont elles aussi atteintes par les radiations [2].

En France, les sols de l'Est et du Sud-Est sont toujours contaminés par les retombées du nuage radioactif. Alors qu'en 1986, les autorités françaises, pourtant conscientes de la contamination, ont volontairement refusé d'adopter des mesures sanitaires, le nombre de pathologies thyroïdiennes a explosé dans les années suivant l'accident. À l'occasion de ce 30ème anniversaire, le Réseau "Sortir du nucléaire" s'associe à l'Association Française des Malades de la Thyroïde pour dénoncer cette omerta, exposée dans la bande dessinée *Tchernobyl, le nuage sans fin* [3]. Cette BD s'accompagne d'un [site web dédié](#) où sont rendus publics par l'AFMT de nombreux documents confidentiels perquisitionnés dans les ministères par la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy.

30 ans après, un Tchernobyl français est possible

Comme le rappelle l'Autorité de sûreté nucléaire, un accident nucléaire majeur est possible en France et sa probabilité n'a jamais été aussi élevée. Bien que les deux tiers des réacteurs français aient dépassé les 30 ans de fonctionnement et que de nombreux équipements donnent des signes de fatigue, EDF, avec l'appui du gouvernement, souhaite prolonger leur durée d'exploitation jusqu'à 60 ans. Alors que le recours à la sous-traitance a explosé, l'entreprise n'est plus à même d'assurer une maintenance correcte de ses installations, comme l'a illustré récemment la chute d'un générateur de vapeur de 465 tonnes à la centrale nucléaire de Paluel. En quasi-faillite, EDF prétend pourtant poursuivre sa fuite en avant !

En cas d'accident, « responsabiliser » les victimes et déresponsabiliser les coupables ?

Alors que les mesures en cas d'accident apparaissent déjà dérisoire (distribution de comprimés d'iode de potassium dans un périmètre restreint de 10 km [4]), le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce la tentation des autorités de remettre en question l'évacuation systématique des populations après un accident. L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire préconise désormais de supprimer les seuils déclenchant l'évacuation des territoires « faiblement contaminés » et de proposer aux habitants qui le souhaitent de rester vivre chez eux en se prenant en main avec l'aide de quelques experts [5].

Cette doctrine perverse, qui passe outre le principe de précaution, fait primer les aspects psychologiques, économiques et sociaux d'une évacuation sur les impacts sanitaires d'une vie en zone contaminée et ses conséquences à long terme (cancers, développement de pathologies héréditaires). **Sous prétexte de respect des libertés individuelles, il s'agit ici de promouvoir le « chacun pour soi » pour minimiser la prise en charge par les pouvoirs publics d'une catastrophe dont l'IRSN reconnaît explicitement qu'elle serait « ingérable ».** La radioprotection ne serait donc plus un enjeu de santé publique, mais de choix individuel !

Sous couvert d'opération humanitaire, l'industrie nucléaire met déjà cette doctrine à l'œuvre dans les territoires contaminés. Au Bélarus, le CEPN (« ONG » regroupant EDF, Areva, l'IRSN et le CEA) a mené jusqu'en 2005 les programmes ETHOS et CORE, destinés à prouver que l'on peut vivre en zone contaminée en suivant les instructions des experts. Prenant la place des programmes de radioprotection menés par les acteurs locaux, ETHOS et CORE accordaient plus d'importance à prévenir l'« anxiété » des populations qu'à lutter contre la contamination radiologique effective, visant de fait à légitimer une non-évacuation des habitants et à restaurer leur confiance dans des autorités défaillantes. Le CEPN poursuit maintenant ces travaux avec l'initiative [Dialogues à Fukushima](#)], qui vise notamment à promouvoir le « Made in Fukushima » et le maintien des populations dans des zones pourtant contaminées !

Ramener le risque nucléaire à une simple question d'anxiété ne peut que rappeler les préconisations d'un rapport publié en 1958 dans le cadre de l'OMS, au chapitre « Politique à suivre en cas d'accident » : *"Du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude [6]."*

La vie en zone contaminée ne pourra jamais être rendue « acceptable » ! Plutôt que d'apprendre un jour aux Français à « vivre avec la radioactivité » avec le sourire, tout doit être fait pour engager une sortie du nucléaire en urgence, en commençant par la fermeture des réacteurs les plus anciens. Alors que le risque n'a jamais été aussi élevé, les tergiversations du gouvernement sur la fermeture des vieilles centrales sont tout

simplement inacceptable.

Contacts presse :

Philippe Lambersens - 06 83 53 89 82

Martial Chateau - 02 43 94 72 88

Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

Notes

[1] Pour plus d'informations, lire ce texte du Pr. Michel Fernex, [La catastrophe de Tchernobyl et la santé](#)

[2] Les travaux des biologistes Anders Møller et Timothy Mousseau ont mis en évidence des [malformations des hirondelles et une affectation de la croissance des arbres en zone contaminée](#). Voir également le [commentaire du Pr. Michel Fernex](#) sur le documentaire « *Tchernobyl, une histoire naturelle* » diffusé pour la première fois par Arte en 2010.

[3] La bande dessinée *Tchernobyl, le nuage sans fin* s'appuie sur des documents inédits, extraits du dossier d'instruction du procès mené par l'Association Française des Malades de la Thyroïde, pour exposer comment les autorités françaises ont organisé l'omerta lors du passage du nuage radioactif. Elle peut être commandée [sur le site du Réseau "Sortir du nucléaire"](#).

[4] Lire l'[analyse du Réseau "Sortir du nucléaire"](#) sur la campagne de distribution de pastilles d'iodure de potassium.

[5] <https://www.actu-environnement.com/ae/news/fukushima-zone-radioactive-habitants-retour-contamination-evacuation-irsn-criirad-26378.php4>

[6] *Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques*. Rapport Technique, N° 151, OMS, Genève, 1958